

« Cette rupture avec LFI, vous ne l'avez pas pratiquée » : Édouard Philippe à François Hollande.

75 min · Horizon

François Hollande et Édouard Philippe, je vous en prie messieurs, veuillez bien me rejoindre sur ce plateau. Ancien président de la République, ancien Premier ministre, Monsieur le Président, le Premier ministre, je vous en prie, prenez place, prenez vos micros. Est-ce que vous avez déjà débattu l'un contre l'autre, François Hollande ? Non, non, tu ne crois pas. Première fois, prenez votre micro.

Voilà. Nous avons déjà discuté. En tout cas, moi, je m'en souviens.

On s'est parlé, oui. L'un est candidat à l'élection présidentielle 2027, l'autre, on verra. Je ne sais pas si vous avez vu le succès du débat que nous avons diffusé en exclusivité sur LCI, le débat du MEDEF. J'aimerais une réaction là-dessus. On dit que la politique est ennuyée. Cette campagne, une espèce de passion qui est en train de naître autour de cette campagne, est-ce que vous ressentez, vous, cette envie, ce désir de faire campagne ? François Hollande

? Sur la 8 mois d'une élection présidentielle, il est bien légitime que les Françaises et les Français portent intérêt à ce que les candidats vont dire, vont proposer. Et bien légitime aussi qu'ils s'inquiètent de certains scénarios. Et enfin, la situation du monde, la question même de la place de la France, justifie que cette élection est une particularité, même si toute élection présidentielle est décisive, celle-là l'est encore davantage. Et à partir de là, il y a, j'espère, un intérêt, curiosité, peut-être même une exigence à l'égard des candidats.

On dit souvent que le peuple français est un peuple politique, ce que je crois assez vrai, et que la nation française est une nation politique. Je crois qu'on le ressent à la fois par... Alors quand on dit que le peuple français est un peuple politique, ça ne veut pas dire que chaque Français se passionne pour les aventures partisans et pour les différences parfois subtiles entre tel et tel courant. Mais ce qui est vrai, c'est que discuter de l'avenir des choses publiques est quelque chose qui passionne les Français. Dans un contexte où, par ailleurs, ils sont inquiets, inquiets à la fois de la réalité qu'ils vivent, de l'avenir qu'ils voient se dessiner devant eux, et peut-être aussi des options qui se présentent à eux s'agissant de cette élection présidentielle, oui, je pense qu'on va rentrer dans une phase active, dans un débat public intense. Puis d'ailleurs, je l'espère, parce qu'il n'y a pas de démocratie sans bon débat public. Il n'y a aucune hypothèse dans laquelle on réussit à faire vivre une démocratie aujourd'hui si on se complait dans le balai d'attitude et de capsule de deux minutes.

Parlons de la gravité de la situation. Les alarmes qui sonnent en matière économique. Commençons par là, si vous le voulez bien. Le taux d'emprunt de la France à plus de 4%. C'est du jamais vu depuis 2008. Cette date donne le frisson parce qu'évidemment, c'était la grande crise. La charge de la dette qui bondit. Tous les faits dominants qui vont nous concerner, toutes et tous dès lors qu'on a un crédit, toute l'économie va en souffrir. J'aimerais simplement d'abord les mots que vous mettez là-dessus. On se rappelle François Fillon qui avait parlé de faillite. Certains disent austérité nécessaire, crise. Enfin, quel est le mot que l'un et l'autre vous mettez sur cette réalité ? Édouard Philippe.

Ce sera soit le lent étranglement, soit le choc brutal. Je n'espère évidemment ni l'un ni l'autre, mais je redoute l'un et l'autre. Le choc brutal, c'est l'hypothèse grecque. Que beaucoup de gens en France écartent en se disant que la France, ce n'est pas la Grèce. Que beaucoup de Grecs écartaient avant qu'ils leur tombent dessus en se disant la Grèce, ce n'est pas l'Argentine. La vérité, c'est que quand on cesse d'inspirer la confiance à ceux qui vous prêtent, lorsqu'on n'est plus capable de financer sa vie, on peut se retrouver dans une situation de choc, et de choc assez brutal. Ce n'est pas, je crois, ce qui nous guette le plus vite. Ce qui nous guette, pardon, ce que nous vivons aujourd'hui, c'est le lent étranglement. C'est une espèce de lacet qui se sert progressivement autour de la gorge de notre pays, et qui va progressivement nous dessaisir de notre capacité à choisir nos options, à conduire des politiques, à investir là où nous le devons. Et ça, c'est terriblement dangereux, et c'est la raison pour laquelle nous devons, et on aura l'occasion d'en parler, remettre en ordre nos finances publiques, pas par obsession comptable, par nécessité nationale.

Président de la République, j'avais connu une crise de la dette, une crise financière qui bousculait toute l'Europe. La France était parmi les pays qui étaient les plus déstabilisés par ce qu'on a appelé les crises et subprimes. Et déjà, son niveau de dette était préoccupant, puisque la dette publique avait passé un cap de 90 % de la richesse nationale déjà en 2012. On est bien au-delà. On est aujourd'hui à près de 120%. La différence, lorsque j'ai quitté la responsabilité du pays, c'est que les taux d'intérêt étaient quasi nuls, mais on pouvait dire que c'est une situation internationale. Ce qui compte, c'est l'écart de taux d'intérêt. Avec l'Allemagne, surtout ? Autrefois, c'était avec l'Allemagne. J'allais dire, durant ma présidence, c'était avec l'Allemagne. C'était ce qu'on appelait les spreads, quand on voulait faire intelligent. Mais en l'occurrence, aujourd'hui, l'écart est avec l'Italie, l'Espagne, la Grèce. Nous sommes à des taux d'intérêt supérieurs à ceux que les marchés exigent de la Grèce, de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal.

Le Financial Times, qui adore hériter la France, mais là et là, s'il a des raisons, quand il dit que la France remplace l'Italie comme point central des préoccupations, le malade de la France, d'après le Financial Times, c'est ici.

Alors, après, on pourrait dire la faute, à quelle politique, pourquoi en est-on arrivé là ? Est-ce que c'est simplement la crise sanitaire qui a provoqué ce dérèglement ? Non, puisque les autres s'en sont sortis beaucoup mieux que nous. Mais vous avez été au pouvoir tous les deux. Mais au-delà du bilan, au-delà des responsabilités, je veux venir sur ce qui est en cause aujourd'hui. C'est -à-dire que ce n'est pas la Commission européenne qui va nous poser une difficulté particulière. Ce n'est même pas le FMI qui va frapper à la porte. Ce sont les taux d'intérêt qui viennent chambouler, bousculer même la préparation du budget. Et donc, je reprends ce qui a été dit par Edouard Philippe sur l'étranglement. Mais c'est un étranglement qui ne va pas durer très longtemps parce qu'au fur et à mesure que les taux d'intérêt risquent de monter, à partir de là, nous ne pouvons pas assurer le paiement de la dette. Oui, bien sûr. Mais avec des frais pour le budget d'État qui deviennent insupportables. Vous direz que ça ira plus vite que ça ? Je pense que ça ira plus vite et que d'ailleurs, les marchés, comme l'on dit, j'ose pas dire la finance, regardent ce qui va se passer en 2027. Vous avez vu, l'homme de gauche est presque plus alarmer que vous. Ce n'est pas un problème de gauche et de droite. C'est un problème de place de la France. Et ce qu'il faut dire aux Français, ce n'est pas on vous prépare une purge parce que ça a été mal géré, parce que ça a été mal conduit, parce que nous avons trop de dettes. Non, c'est la place de la France. C'est l'autorité de la France. C'est la capacité de la France, en Europe et dans le monde, de régler cette question de la dette, c'est -à-dire de maîtriser ces comptes publics.

Monsieur le Président, vous avez mentionné le mot de purge. Alors, il y a tous les mots imaginables.

En général, les politiques détestent les prononcés. Austérité, rigueur, on verra les mots que vous utilisez. Exemple concret, ce que vous avez proposé de voir Philippe sur l'assurance chômage, disant 12 mois d'indemnisation maximum pour les moins de 50 ans. D'abord, dites -nous le mot de ça. Est -ce que c'est le signal que de toute façon, l'État social va maigrir ? Précisez et évidemment, on attend votre réaction, François Hollande.

Si on veut s'attaquer à cette dette qui grossit et surtout au montant de ces intérêts que nous devons payer, qui progressivement écartent toutes les dépenses extrêmement importantes que nous devrions réaliser. Il y a beaucoup d'options pour le faire. Lorsque François Hollande était président, vous avez dit, monsieur le Président, que vous aviez eu à affronter la crise des subprimes. Elle est plutôt en 2008, la crise des subprimes. Celui qui a dû l'affronter brutalement dans des conditions de crise intense, c'est votre prédécesseur. Et la dette a beaucoup augmenté à ce moment -là. Je n'en dis ce qu'on vient pas. Je ne sais pas très bien comment on aurait pu faire d'ailleurs à ce moment -là sans la faire augmenter. Mais ce qui est certain, c'est que pour la contenir ou pour la faire baisser, il y a plusieurs choix. Et c'est pour ça qu'il faut un débat politique. Vous trouverez toujours ceux qui disent pour faire baisser la dette ou en tout cas pour équilibrer le budget, il faut augmenter les impôts. Vous l'avez fait, monsieur Hollande, entre 2012 et 2014 -2015. Et ensuite, je crois que vous vous êtes rendu compte que ça produisait des effets qui n'étaient pas si bons. On peut aussi essayer de diminuer la dépense. Et si on veut regarder du côté de la diminution de la dépense, il faut regarder les grandes masses. La première grande masse, la grande masse qui augmente le plus vite, c'est la dépense sociale. La dépense sociale, c'est pas mal en soi. La France est un pays qui vit avec un modèle de solidarité sociale auquel elle est attachée. Elle le fait depuis 45 et elle avait commencé avant. La dépense sociale, ça dépend en soi de la critique. Ce qui est critiquable, c'est lorsque la dépense sociale progresse tellement vite qu'elle capte une partie de plus en plus importante de ce que nous produisons et qu'elle n'est plus soutenable. Et c'est bien ce dont il s'agit. Elle n'est plus soutenable parce que nous ne pouvons pas sur les fondements qui existent aujourd'hui pour prévoir le financement de nos retraites, nous ne pouvons pas continuer ainsi. Donc, si on veut... pour obtenir cette évolution de la dette, pouvoir diminuer le déficit et diminuer la dette, nous devons, me semble -t-il, contenir la dépense sociale, c'est une des priorités, permettre la croissance, c'est une autre priorité, c'est probablement la meilleure façon en relançant l'économie. Il est à zéro, c

'est mal parti pour l'instant. Le deuxième trimestre est

à zéro. Ça n'a pas échappé, M. Rauchemin, et ça n'est pas pour rien que je dis que la situation n'est pas bonne du tout. On doit donc contenir la dépense sociale et relancer la croissance, sous peine, de continuer à dériver. Un mot, peut

-être. Juste sur le féminisme. Vous dites contenir, ça veut dire tailler ou pas ? Ça veut dire réduire. Réduire, c'est autre chose. On a l'impression parfois que les mots vous font peur. Vous savez bien réduire la dépense sociale.

Les mots ne me font pas peur. Je fais partie de ceux qui disent qu'une façon de réduire la dépense sociale va être de travailler plus longtemps. Je ne suis pas sûr que beaucoup de gens s'y risquent, même si François Hollande l'a fait récemment. Juste un mot. Il faut comprendre l'importance de l'effort. Nos amis italiens, qui vont mieux ? Aujourd'hui, ils sont plus endettés que nous, mais en preintes moins chères parce qu'ils ont mis en place des politiques qui leur permettent d'améliorer la situation. Nos amis italiens, ils ont réussi à retourner la situation après 10 ou 15 ans d'efforts de maîtrise de leur compte. Donc l'effort que nous devons fournir, il est réel, et il ne passera pas par autre chose que plus de travail, un peu d'effort, très largement partagé. Laissez -en réagir François

Hollande.

Réduire la dépense sociale. Edouard Philippe a rappelé que j 'avais réduit le déficit public et la France et un taux d 'endettement. Aussi, d 'ailleurs. On fait tous les deux. Vous êtes resté moins longtemps que moi, sans doute, pour arriver au résultat espéré.

Je vais faire moins de temps que vous, autant que vous de réduction.

Ce n 'est pas votre faute. Ce qui laisse

à penser que l 'efficacité était plutôt de mon côté.

... Que n 'avez -vous pas interrompu vos successeurs pour éviter la dérive que l 'on vient de constater ? Mais je vais revenir sur le sujet général. La dette publique augmente parce que le déficit public augmente. Le déficit public, c 'est le déficit de l 'Etat. Déficit de la sécurité sociale, qui n 'est pas acceptable davantage, parce qu 'emprunter pour financer des dépenses maladies ou les retraites est inadmissible. Le déficit des comptes sociaux, c 'est 20 à 25 milliards. Déficit de l 'Etat, c 'est 150 milliards. Donc le premier objet de la discussion, c 'est comment fait -on ? Comment le prochain président et le prochain gouvernement feront avec une majorité pour faire que le déficit de l 'Etat, 5 % du PIB aujourd 'hui, arrive à 3 %, disons, à une forme d 'équilibre acceptée par la Commission européenne, et qui correspond à l 'essai de stabiliser la dette publique par rapport à la richesse sociale. Sommelant, la stabiliser. On connaît les chiffres. Il faut donc trouver 120 milliards sur les 5 ans, parce que ce qui compte, c 'est de montrer aux Français que ce n 'est pas une purge, que ce n 'est pas un plan d 'austérité pour 6 mois, que ça va être un effort long, parce que ça en vaut la peine. Parce qu 'il s 'agit de rétablir le crédit de la France, sans doute. Mais l 'image de la France, la force de la France, la puissance de la France, c 'est ça. Comment fait -on ? On a une trajectoire. On ne va pas prendre telle ou telle mesure. On a une trajectoire. Il faut trouver 120 milliards d 'euros pour 2032 années après années. La grande affaire des retraités. Je veux dire sur les retraites, c 'est pour éviter que les déficits sociaux se creusent. C 'est pour ça qu 'il faut agir. Mais la priorité, c 'est d 'abord de faire en sorte que nous réduisons le déficit public. Et de ce point de vue, il faut à la fois qu 'il y ait une partie par les recettes. On n 'échappera pas. Et tout est dit pour ne pas avouer la réalité. C 'est -à -dire qu 'on n 'échappera pas à une augmentation, j 'espère la plus faible possible, des prélèvements, si on veut réduire le déficit public dans les 5 ans. Mais parallèlement, et à moitié par la fiscalité, à moitié par les économies sur les dépenses. Et les économies sur les dépenses, c 'est très difficile dans le budget de l 'Etat. C 'est quoi, le budget de l 'Etat ? C 'est l 'éducation, la défense, l 'intérieur, la justice. C 'est très difficile. Il faudra des mesures.

Les euphémismes sortent en éphémère. Ça veut dire plus d 'impôts, des prélèvements...

Ça veut dire qu 'il y aura... Il faut dire la vérité. Quand vous êtes dans cette situation -là, dû en partie, je le regrette, par des baisses d 'impôts inconsidérées. On doit baisser les impôts quand on a les capacités de financer. Vous pensez à quoi ? Les 60 milliards qui ont été dépensés, perte de la taxe d 'habitation, de la redevance, suppression d 'impôts sur la fortune. Quand on perd 60 milliards, c 'est 2 points de PIB. On serait déjà à 3. Mais quand on doit accepter... J 'ai fait des baisses d 'impôts et de cotisations sociales. Faut -il pouvoir les financer ? Elles n 'ont pas été financées. Il faut dire la vérité. Il y aura une augmentation de prélèvements. Qui doit payer ? Ceux qui doivent payer, c 'est pour partie les plus favorisés, les plus fortunés. Et pour partie, il faudra demander un effort à tous, mais pour aussi les entreprises. Nul ne sera épargné. En revanche, il faut aussi qu 'il y ait des économies dans les dépenses. De ce point de vue, il faudra limiter la dépense publique au niveau de sa valeur et

pas de son volume. Augmenter les impôts. Est -ce que vous m 'autorisez une petite précision,

puisque François Hollande nous invite à dire la vérité ? Vous venez de dire, monsieur le président, qu'il y avait le déficit de la Sécurité sociale, environ 25 milliards de déficit pour l'année en cours. Beaucoup d'argent. Je vous permets de vous faire observer que ce déficit avait considérablement baissé à la fin des années 10. Vous aviez commencé à le faire baisser. Les comptes sociaux étaient à l'équilibre en 2017. Non, non, monsieur Hollande. Les comptes sociaux allaient mieux et les déficits ont descendu jusqu'à 2020. C'est un fait. On est à 25 milliards. Et ensuite, vous dites qu'il y a le déficit de l'Etat. Ce que vous ne dites pas, c'est qu'une bonne partie du déficit de l'Etat, pas tout, bien entendu, une bonne partie du déficit de l'Etat est en réalité un déficit lié au financement des dépenses sociales. Parce que les dépenses de l'Etat participent aux dépenses sociales. Ce qui... Je le dis pas du tout pour faire de la technique. Vous la connaissez parfaitement par votre vie professionnelle. Je le dis parce que si on ne dit pas l'ampleur de la dépense sociale et la part de la dépense sociale dans les sites, alors on ne mesure pas complètement ni les masses ni les enjeux. C'est la première chose. La deuxième chose que je veux dire, c'est que, je le disais tout à l'heure, il y a un choix politique. Faut-il faire exclusivement des augmentations d'impôts ? Faut-il faire exclusivement de la réduction de la dépense ? Faut-il faire un peu des deux ? OK, on peut avoir toutes les marges. Ce que je dis, moi, c'est que le niveau d'imposition français est tel par rapport aux autres, par rapport à la compétition à laquelle nous sommes soumises, parce que malheureusement, on ne règle pas ces questions sur une île qui serait autonome, qui n'aurait pas de rapport de compétition économique avec les autres, qui n'aurait pas la possibilité pour certains actifs de partir, ce qu'ils font, ce qu'ils ont fait. Donc, si on augmente les impôts, il se passe quoi ? Donc, je pense que si nous augmentons les impôts, nous n'obtiendrons pas les recettes que nous cherchons et nous découragerons encore la création de richesses dont nous avons besoin, impérativement besoin, pour régler les questions. C'est pour ça que moi, ma doctrine, je ne sais pas s'il faut parler de doctrine, mais en tout cas, ma ligne, c'est de dire, commençons par parler de baisse de dépenses. Mettons en oeuvre les baisses de dépenses avant de chercher des solutions qui, à mon avis, sont très idéologiques et très

théoriques sur l'augmentation de la fiscalité. Soyons concrets, pardon d'aller directement au nerf, mais la désindexation des retraites. On posait tout à l'heure la question à Sébastien Lecornu dans cette même salle et en direct sur LCI. Oui ou non, est-ce que vous voyez dire à des retraités dits aisés au-dessus d'un certain seuil, certains 10 000, 2000 euros ? Je crois que c'était le motif qui a été articulé. Désolé, vous avez cotisé toute votre vie, mais à partir de maintenant, en tout cas pour une période, on ne pourra plus s'indexer sur l'inflation. Est-ce que l'un et l'autre, vous voyez dire cela

? Dans une stratégie de réduction de la dépense ou de stabilisation de la dépense pour diminuer la part de la dette ou la stabiliser par rapport à la richesse nationale. Si on prend mesure par mesure, chacune est insupportable. Si on prend l'affaire dans un ensemble, c'est-à-dire avec une cohérence et une justice, alors les Françaises et les Français peuvent y adhérer. Si on demande aux retraités si vous voulez qu'on vous désintègre vos pensions, la réponse est non. Si on demande aux actifs si vous voulez travailler davantage, la réponse est non. Si on demande aux jeunes si vous pensez avoir une retraite, il craigne le pire. Donc qu'est-ce qu'il faut faire ? Il faut donner un plan dans ça où chacun comprend le sens, la direction dans laquelle on veut conduire le pays. Et donc pour les retraites, s'il y a dans un plan global pour stabiliser la dépense de retraite, il y a à la fois un effort contributif qui est demandé, et il en faudra. S'il y a pour les retraités l'assurance que leur retraite à moyen terme sera garantie, c'est pour ça que je propose un minimum d'indexations. S'il y a aussi une justice par rapport à la fiscalité, dont les retraités sont pour partie, certains d'entre eux, plus bénéficiaires. Si les revenus du capital sont appelés aussi à la contribution, alors la question des indexations des retraites... Je l'ai fait, la désindexation des retraites. En 2014, la désindexation a été totale. Ça va pas rendre populaire. C'était pas forcément le but de rechercher. Mais je l'ai fait. Donc

je sais ce que ça représente, cet effort -là. Donc s'il y a une désindexation partielle dans un ensemble global, où il y a la part de l'effort de chacun, où il y a la contribution des plus favorisés, et notamment des revenus du capital, à ce moment -là, oui, il est possible d'arriver à un plan global sur cinq ans, où cette question est posée sur la période.

Ce que dit François Hollande est 100 ans. Mais me paraît un peu général. Pardon, monsieur le président. Un peu général. Je pense que c'est vrai qu'on peut dire que tout s'entend si on fait beaucoup de choses. Je pense qu'on peut aussi mettre une priorité et une ligne politique qui correspond à l'intérêt du pays, en tout cas, tel qu'on le perçoit. Moi, ce que je perçois, c'est que notre pays va produire et que donc nous devons faire en sorte que les actifs soient, de tous, si j'ose dire, les plus encouragés et peut-être les plus préservés. Ils sont en nombre relatif de moins en moins nombreux par rapport aux inactifs, lesquels ont travaillé auparavant, mais pas du tout en cause. Mais si on veut donner un espoir, pas simplement à la France aujourd'hui, mais à nos enfants, si on veut dire que vous allez pouvoir réussir à la fois à remonter le pays et à réussir personnellement, il faut, me semble-t-il, quand même, qu'à chaque fois que nous faisons un choix, nous privilégions l'intérêt des actifs d'aujourd'hui et peut-être même encore plus l'intérêt des actifs de demain. À cette condition, peut-être peut-on entendre ce que vous dites.

Question très concrète. La règle d'or, c'est -à-dire ce que font les Allemands, c'est -à-dire ces disciplines budgétaires inscrites dans les textes où on est forcé de se tenir à un certain carcan, de ne pas dépasser le déficit. Ça leur a permis d'avoir maintenant de l'argent pour se réarmer. La règle d'or, Marine Le Pen, lors du débat que nous avons transmis, a créé la surprise au MEDEF en plaidant pour cela. Gabriel Attal est pour, vous êtes pour, sauf erreur. François Hollande.

S'il suffisait d'inscrire dans la Constitution la réduction de la dette publique pour qu'elle soit réglée, allons-y, je comprends que Mme Le Pen, ça ne lui coûte pas grand-chose. En Allemagne, ça a marché. Je ne suis pas sûr que Mme Le Pen ait le mot d'Allemand comme référence, mais s'il suffit de mettre des règles juridiques, dont j'ai lu, parce qu'elles sont réécrites, les règles d'or, que, bien sûr, ces règles valent, sauf circonstances exceptionnelles, mais chaque année, on est en circonstances exceptionnelles. Donc, ce n'est pas une affaire juridique, ce n'est pas une affaire d'inscription dans la Constitution, c'est une affaire politique. Qu'est-ce qu'on demande aux Français dans une période qui est celle des cinq ans pour rétablir leur compte public ? Tout à l'heure, Edouard Philippe a juste raison, on dit que si on a plus de production, si on a plus de croissance, si on a plus d'actifs, ça soulage quand même la contribution de chacun et ça évite de faire des économies trop drastiques ou des appels à l'impôt. Mais il faut regarder la réalité en face. Nous avons plus de chômage que les principaux partenaires. Aujourd'hui, plus de 8 %. Nous avons des jeunes, on parlait des jeunes, et je partage entièrement que le grand enjeu d'élection présidentielle n'est pas de savoir qu'est-ce qu'on va faire par rapport à telle ou telle catégorie. L'enjeu d'élection présidentielle, c'est qu'est-ce qu'on fait pour la jeunesse, précisément parce qu'on est une société qui vieillit. La seule espérance que l'on peut donner, c'est à la jeunesse, parce qu'elle doit trouver, et dans l'éducation, la formation, l'insertion, et dans la question climatique, la réponse à ce que nous n'avons pas trouvé jusqu'à présent. Le grand enjeu de l'élection présidentielle, c'est qu'est-ce qu'on fait dès l'enfance pour la jeunesse et ensuite. Et donc, aujourd'hui, qu'il y ait 1 500 000 jeunes de 15 à 30 ans qui sont ni en emploi ni en formation, c'est ça, si on veut mettre des recettes supplémentaires pour les retraites et pour la sécurité sociale, mais surtout, qu'est-ce qu'on veut faire de cette jeunesse ? 1 500 000 personnes qui sont dans cette situation -là, je considère que c'est la priorité.

Un mot sur les catégories de Français. On comprend bien qu'il faut prendre l'argent, malgré tout là où il est. Les choses reviennent souvent à cette réalité tout à fait basique. Vous aviez fait événement en disant qu'on est riche au-dessus de 4 000 euros

? C 'était il y a 20 ans, donc ça a dû augmenter depuis.

C 'est combien maintenant ?

Quand vous regardez les chiffres, c 'est toujours les mêmes. Si vous regardez les 10 % des plus favorisés en France, c 'est à peu près 4 500, 5 000 euros net. Mais le problème n 'est plus là. On voit qu 'il y a aujourd

'hui... Le président, est -ce que le problème, c 'est, au fond, d 'après tout ce que vous avez dit, c 'est que là, les retraités ont dit au -dessus de 2 000 euros, là, vous venez de mentionner, on parle de 4 000 euros. En réalité, est -ce que ça veut dire que les Français et les Français au -dessus de 4 000 euros doivent tous se dire, ça va taper ? Priez en concret, c 'est quand même ce qui ressort un peu de vos propos.

Non, on va pas essayer d 'effrayer, même s 'ils ne sont pas les plus nombreux, les Français qui gagnent plus que 4 000 euros ou 4 500 euros ou 5 000 euros, même s 'ils ont aussi beaucoup contribué. Quand on regarde ce qui s 'est passé ces 20 dernières années, c 'est quand même vers cette catégorie qui a été demandée, les forts les plus importants. En revanche, sur les 0 ,1 % des Français, là, on n 'est plus sur les 10 %, sur les 0 ,1 % des Français qui sont avec les plus hauts revenus et les plus hauts patrimoines, ceux -là, depuis 2017, ils contribuaient à peu près à 400 000 euros par an au financement de l 'Etat. Aujourd 'hui, c 'est plus que 100 000 euros. Donc, il y a effectivement un effort à faire de ce côté -là.

Là -dessus, précisément, et sans trop prolonger, parce qu 'on va avancer. Nous sommes en

train de nous engager sur la pente traditionnelle du débat public français. On a commencé à expliquer qu 'il y avait une situation financière difficile. Et puis là, on explique, finalement, il va falloir augmenter les impôts. Et donc, quelle catégorie de Français va mieux supporter ou doit mieux supporter l 'augmentation d 'impôts ? Je prétends que la bonne façon de mettre en œuvre le redressement de nos comptes, c 'est d 'abord de s 'organiser pour contenir, voire réduire la dépense, et ensuite de faire en sorte que la quantité de travail et que la quantité de production soit plus importante. Et si vous m 'autorisez cette petite remarque, vous avez dit, monsieur Hollande, que le taux d 'emploi des jeunes était trop faible. Oui, vous avez raison. Tout le monde peut s 'accorder à dire. Mais le taux d 'emploi des jeunes en France, il est à peu près dans la moyenne de l 'Union européenne. Il n 'est pas satisfaisant du tout. Nos compétiteurs ont un meilleur taux d 'emploi que nous. Mais, c 'est vrai, mais il est à peu près dans la moyenne de l 'Union européenne. Là où nous sommes très loin, derrière tout le monde, c 'est dans le taux d 'emploi des seniors. Et il existe en Allemagne, en Espagne, en Italie, partout en Europe, des métiers difficiles et pénibles. Simplement, le taux d 'emploi des seniors est plus élevé. Et une bonne partie de la richesse, pardon de le dire comme ça, que nous ne produisons pas, elle est aussi là. Il n 'empêche que nous devons faire baisser le chômage, et on a des propositions là -dessus, mais il n 'empêche que nous devons faire augmenter le taux d 'emploi des jeunes. C 'est une des raisons pour laquelle je me suis beaucoup engagé sur une réforme de l 'apprentissage, et je regrette qu 'elle n 'ait pas donné, ou plus exactement qu 'on lui ait renié les ailes dans les années qui viennent de s 'écouler, parce que je pense qu 'elle est la meilleure façon d 'accéder à l 'emploi. Mais à la fin de la fin, osons dire que si nous voulons sortir de cette ornière, nous allons devoir, chacun, dans la mesure de nos moyens, compte tenu de la réalité de notre relation à notre métier, chacun faire un effort et travailler un petit peu plus longtemps.

Le débat sur l 'immigration. J 'aimerais vous entendre, le débat sur l 'immigration est beaucoup passé par Mayotte. Vous étiez il y a pas longtemps, et en rentrant de Mayotte ou à Mayotte, vous avez dit

qu'il va falloir là -bas fermer totalement les vannes de l'immigration, parler de moratoire. Est -ce que ça concerne Mayotte seule ? On a bien compris, sortons de Mayotte, ce n'est pas le sujet ici, mais au -delà de Mayotte, ces mots que vous avez prononcés, est -ce qu'ils valent pour la France entière ? Et je précise d'emblée, c'est ce que propose Gérald Darmanin, qui vous soutient, qui est votre soutien, qui parle d'un moratoire de 3 ans, et je précise bien, sur l'immigration, l'égal. Pas seulement sur l'immigration illégale, mais sur l'immigration légale.

M. Rochebard, vous avez eu la gentillesse de rappeler que la semaine dernière, j'étais à Mayotte. Mayotte, c'est un département français que nos concitoyens connaissent moins bien que d'autres départements français, parce qu'il est lointain, parce que la crise migratoire que vit Mayotte n'a aucun équivalent dans aucun département français. Par son intensité, par son acuité, par sa durée, par l'effet déstabilisant qu'elle entraîne sur l'école, sur le système de santé, sur la sécurité aussi, sur tous les sujets, il y a là quelque chose de réellement exceptionnel. À quoi s'ajoute à Mayotte les conséquences du cyclone Chideau, qui, il y a maintenant plus d'un an, un an et demi, a totalement dévasté l'île ? La situation maorese, elle est glaçante. Et on la voit peu d'ici. Elle est glaçante. Gérald Darmanin va plus loin. Ça vaut pour toute la comté. À mesure exceptionnelle, plus ou moins, à situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle. J'ai donc proposé à Mayotte d'interrompre toutes les vannes de l'immigration à raison de la crise migratoire exceptionnelle. Cette position, d'ailleurs, que je propose, elle est partagée par un certain nombre d'États. La Finlande, la Pologne, l'Italie, la Grèce. J'observe que ce sont d'ailleurs quatre pays frontaliers qui ont eu à connaître de crises migratoires parfois manipulées par des puissances étrangères. Pas toujours, mais parfois. C'est vrai pour la Pologne et pour la Finlande s'agissant de l'immigration biélorusse, ou plus évidemment de l'attitude de la Biélorussie dans la gestion des flux migratoires. Je considère que lorsqu'il y a une crise migratoire, nous avons besoin, nous avons la responsabilité de prendre des mesures exceptionnelles. Est -ce que ça veut dire que je considère que, pendant trois ans, cinq ans, dix ans ou pour les siècles des siècles, la France n'aurait plus vocation ni à accueillir sur son territoire au titre du droit d'asile, ni à accepter la délivrance de titres de séjour à des étrangers ? Bien sûr que non. Je fais partie de ce qu'ils disent. Nous devons choisir... notre immigration mais nous aurons besoin d'immigration pour des raisons liées au travail pour des raisons liées aux études. Vous n'avez pas répondu. Je suis très exactement en train de vous répondre. Je considère que nous allons continuer à délivrer des titres de séjour pour des étudiants qui viennent étudier en France et que c'est l'intérêt de la France. Je considère que nous avons besoin de continuer à délivrer des titres de séjour pour des gens qui viennent travailler en France dont nous avons besoin. En revanche c'est vrai nous devons être infiniment plus fermes que ce qui existe aujourd'hui s'agissant des gens qui rentrent illégalement sur le territoire national ou des gens qui demeurent illégalement sur le territoire national et pour cela nous devons mettre en place des instruments qui aujourd'hui existent dans le droit communautaire et qui me paraissent dès lors qu'ils existent devoir être utilisés. Donc,

pardon, attendez avant d'applaudir vous êtes bien généreux je trouve. Oui ou non est -ce que vous êtes d'accord avec la formule de Gérard Normand ? Bien généreux monsieur Rochemin. Non mais c'est pas clair. Non, non, non, vous ne m'aurez pas comme ça. Il dit moratoire sur l'immigration légale trois ans, ça a un sens. Et oui ou c'est non ?

Je vous ai dit, moratoire complet à Mayotte pendant cinq ans et pour le reste, je veux continuer à accueillir des étudiants étrangers. Donc il n'y aura pas de moratoire sur les étudiants étrangers et il n'y aura pas de moratoire sur l'immigration de travail. Encore une fois dont nous avons besoin. Est -ce que monsieur Rochemin imaginez,

imaginez, imaginez,

je le dis à ceux qui sont partisans, imaginez que demain nous disions, oui c'est vrai, ces trois médecins syriens qui veulent venir exercer dans un hôpital français. On ne va pas les prendre parce qu'on a tellement de médecins qui exercent dans les hôpitaux français qu'on n'a vraiment pas besoin de trois supplémentaires. Evidemment qu'on va les

prendre, évidemment qu'on en a besoin. Vous avez beaucoup de temps de parole en avance. François Hollande.

Par quoi commencer ? Bon, par Mayotte, la situation est exceptionnelle. Nous l'avons tous... Mais sans Mayotte, vous vous rendez. On parle de la France en général. Je ne pense pas que la solution d'aller chercher un pays tiers, le Rwanda en particulier, pour trouver la solution à Mayotte soit la bonne. Mais passons. Sur la question de l'immigration, il y a une immigration légale. Est-ce que l'on peut être plus strict sur cette immigration légale ? Il est possible. Sur la demande d'asile d'aller beaucoup plus vite, sur le regroupement familial d'être plus exigeant, sur les étudiants de voir si ça correspond à des filières de formation qui intéressent les deux pays, le pays d'origine et le pays d'accueil. Et puis, il y a le travail et ça justifie qu'il y ait toujours un courant migratoire à condition qu'on le choisisse et que le Parlement puisse en débattre régulièrement pour savoir à quel niveau on autorise cette immigration de travail. Nous savons bien que le problème, c'est l'immigration clandestine. Alors, il y a, pour ça qu'il faut quand même dire aux Français que c'est l'Europe qui permet d'avoir un peu plus de contrôle sur l'immigration clandestine que chaque pays isolément. Il se trouve que l'Europe vient d'accepter, vient d'approuver et va mettre en place un pacte pour l'asile immigration qui permettra le contrôle aux frontières plus effectifs, qui permettra de traiter la demande d'asile avant que la personne n'arrive dans des pays considérés et enfin qui permettra le retour. Puisque je parle du retour, c'est la question majeure. Finalement, on peut rentrer et c'est plus difficile pour sortir. Il faut donc que les délais d'instruction des demandes d'asile soient beaucoup plus rapides. Il y a eu des efforts de faits, mais on est encore très loin du compte. Beaucoup de pays vont beaucoup plus vite que nous, ce qui est quand même à la fois pour les personnes considérées et pour la question ensuite de leur accompagnement est plus simple. Et ensuite, il faut avoir sur ces questions de retour l'accord des pays qui sont les pays d'origine. Et c'est là la difficulté, on le sait bien. Pardon, sur

le très concret. Lorsque vous parlez des décisions européennes, cette idée qui rassemble la foi Madame Mélonie à droite nationaliste, mais aussi la socialiste danoise Frédéric Seine, c'est hop de renvoi. Et disent -ils pardon, disent -ils c'est plus humain que ce qu'on fait actuellement parce que solution un peu à l'Australienne, ça découragerait un certain nombre de migrants de se noyer dans la Méditerranée, de courir des risques immenses. Est-ce que vous y êtes favorable l'un et l'autre ? Peuple de renvoi en deux réunions européennes.

On regarde l'expérience. Madame Mélonie a essayé avec l'Albanie. Elle s'y est prise à trois fois. Ça n'a eu aucun résultat. Les autres disent au Staline. Le Royaume-Uni s'y est pris avec le Rwanda. Ça n'a eu aucun résultat. Faut pas aller chercher des solutions qui sont des solutions irréelles et quelquefois même humiliantes. Aller prier un pays tiers pour des raisons qui seraient celles de nous débarrasser d'un certain nombre de populations parce qu'on ne saurait pas traiter nous-même cette question -là. Pays qui ne sont pas toujours les plus exemplaires en matière de droit. Non, je ne suis pas favorable à ces solutions. En revanche, je suis favorable à ce qu'on soit avec les pays européens beaucoup plus stricts pour accueillir et pour contrôler et pour refouler les personnes qui n'ont pas à venir ici. Il s'est passé l'affaire de Ceuta qui a quand même beaucoup inquiété, se disant est-ce que c'est possible qu'il y ait 60 000 personnes ensuite qui débarquent ? On sait qu'ils ont tous été refoulés, ils sont tous retournés. Et donc, la question s'est posée, est-ce que dans les périodes de crise exceptionnelle, j'ai connu une période de crise exceptionnelle lorsque j'étais

président de la République avec l'affaire syrienne et l'affaire afghane. Oui, lorsqu'il y a une période de crise exceptionnelle, il faut que les États soient beaucoup plus coordonnés, beaucoup plus effectifs pour éviter qu'il y ait un phénomène qui, à un moment, peut inquiéter et qui peut aussi déstabiliser une société. Donc, dans les moments de crise exceptionnelle, là aussi, la solution, elle est européenne. Tous ceux qui vous diront qu'on peut régler seul... C'est pas vrai, ça a marché. On a pu répartir la population concernée. Tous ceux qui vous diront qu'on peut régler seul la question de l'immigration, vous mentiront. Si on peut le faire avec d'autres, plus efficacement, et je reconnais ce que ont pu faire les pays scandinaves, oui, nous devons y aller. La question, elle est encore présente aujourd'hui parce qu'on sait que la crise climatique peut avoir ces effets -là. Nous devons nous organiser. C'est à l'échelle de l'Europe de le faire et c'est pas à l'échelle nationale. C'est une affaire qui aujourd'hui nous dépasse. Combien y a-t-il de clandestins en France, après vous ?

Par définition, s'ils sont clandestins, c'est assez difficile de les chiffrer.

Je répondrai donc volontiers. Beaucoup trop. Ceux qui touchent l'AME, ça se chiffre ? Beaucoup trop. La vérité. Quel est un ordre de grandeur ? Je n'ai pas le chiffre à vous donner comme ça. Mais beaucoup trop. Un ordre de grandeur. Vous avez été Premier ministre, vous avez quand même une impression. J'imagine que le Premier ministre sait sur son territoire, il a quand même une estimation du nombre de clandestins.

Les clandestins en France sont des gens qui n'ont pas vocation à résider sur le territoire et auraient dû être renvoyés chez eux.

Il y en a manifestement beaucoup trop. Donc le système Schengen -Dublin n'a pas marché. Ils sont bien arrivés par quelque part. Ils sont pas arrivés par le sud. Mais je vous fais... Honnêtement,

que la solution soit autant européenne qu'elle est nationale, ça me paraît évident. En ce sens, pardon. Ce

que font les Polonais, question à vous deux. Ce que font les Polonais, les Allemands, etc. de rétablir des contrôles aux frontières supplémentaires, la France le fait un peu. Est-ce que c'est pour vous une solution ou non

? Que... Attends, excusez-moi. Vous m'avez posé une question, je dois répondre. Que nous puissions résoudre cette affaire qu'avec les Européens, c'est vrai. Que l'Europe ait pendant longtemps été trop distant, trop insensible, trop inefficace, trop désireuse de régler et de se doter d'instruments puissants sur ce sujet, c'est vrai aussi. Elle évolue. D'ailleurs, sous la pression de beaucoup d'États, parfois assez à droite, parfois assez à gauche, qui disent nous devons créer des instruments. Il y a aujourd'hui tous les instruments nécessaires pour améliorer la situation. Et moi, je considère que nous devons utiliser tous ces instruments, pas seulement quelques-uns d'entre eux, monsieur Hollande, tous les instruments de façon à pouvoir améliorer sensiblement cette situation. Et je terminerai véritablement par ça. Dans le retour, il y a quelque chose que vous savez très bien, que nous savons tous très bien, qui est quelque chose du domaine du rapport de force, du rapport de force avec des États qui délivrent ou ne délivrent pas des laissez-passer consulaires et donc qui reprennent ou ne reprennent pas facilement leurs ressortissants. Je pense que la France doit engager un rapport de force beaucoup plus net avec des pays qui ne jouent pas le jeu sur ce sujet. Et j'ai dit que s'agissant du cas particulier du traité qui dit la France et l'Algérie, traité de 1968, il me paraissait nécessaire de revenir au droit commun et de faire cesser un régime très particulier qui, objectivement, conduit aujourd'hui l'Algérie à ne pas régler, à ne pas respecter totalement ses obligations internationales et à considérer que dès lors qu'elle est soumise à un problème, ça vient de la France. Ce n'est pas une critique de l'Algérie ni du peuple algérien, c'est le fait que aujourd'hui

'hui, la relation avec l 'Algérie doit relever du droit commun et pas d 'une relation particulièrement avantageuse.

La question de la reconduite à la frontière est celle qui tarôde le pays depuis 20 ou 30 ans, puisque le taux de raccompagnement est de l 'ordre de 12 à 13 %, par rapport à des personnes qui n 'ont aucun droit à faire valoir, qui sont des OQTF. Donc la puissance d 'un État, c 'est quand même de pouvoir raccompagner celle que ne veut pas ici accueillir durablement. Et il faut donc avoir à la fois une plus grande rapidité, une plus grande effectivité et les laisser passer consulaires. Laissez passer consulaires, c 'est une négociation avec les pays. C 'est -à -dire de leur dire pour l 'aide publique au développement, pour des rapports commerciaux, pour des relations diplomatiques, eh bien il faut accepter que vous reproduisez vos ressortissances. Ça vaut pour un certain nombre de pays africains lesquels les pays africains sont dans une situation effectivement de déstabilisation politique que je regrette profondément pour essayer d 'y avoir mis un terme lorsque j 'étais président de la République, mais ça s 'est largement dégradé. Supprimer par exemple les visas, comme ça a été fait pour un moment suspendre avec le Maroc et l 'Algérie. Ça aboutit à ce qu 'on se soit fâché et avec le Maroc et avec l 'Algérie. Ça n 'est fait du tout pour accueillir, heureusement avec le Maroc, ça s 'est arrangé. On peut pas dire que ça a été le cas avec l 'Algérie. Est -ce qu 'il faut suspendre l 'accord de 68 modifié ? trois fois avec l 'Algérie. Non, il faut négocier avec l 'Algérie. Parce que interdire comme ça ou dire qu 'il n 'y a plus d 'accord avec l 'Algérie, et qu 'est -ce qui se passe ? Qu 'est -ce qui se passe pour les Algériens qui sont là ? Rien. Qu 'est -ce qui se passe ? On appliquerait éventuellement le droit commun. Le droit entre France et Algérie est un peu supérieur pour les Algériens, notamment pour les certificats de résidence. Donc qu 'est -ce qu 'il faut faire avec l 'Algérie ? On fait un conflit, et il y a matière, quand on pense à notre concitoyen Christophe Glez, qui est toujours enfermé et qui devrait être libéré immédiatement. Mais qu 'est -ce qu 'il faut faire avec l 'Algérie ? Tous les présidents de la République ont travaillé avec l 'Algérie, et tous les présidents de la République future travailleront avec l 'Algérie. Il faut négocier avec l 'Algérie, fermement. Peut -être réviser l 'accord de 68, mais c 'est un accord bilatéral. Il faudra le faire avec les Algériens. Et il faudra que les Algériens, les autorités algériennes, acceptent, ils le font un peu plus maintenant, acceptent de reprendre leur ressortissant, dont aucune situation juridique ne peut valoir de rester sur le territoire.

François Hollande, Edouard Philippe, j 'aimerais vous entendre sur cette campagne, sur ce qu 'implique cette campagne. Vous incarnez tous les deux l 'expérience. Vous avez été président de la République 5 ans, vous avez été Premier ministre. Combien de temps ?

Trois ans et trois mois, ce qui par les temps qui courent commence à être un bon délai. Il y a pas mal d 'anciens premiers dans la campagne. Oui, on a produit beaucoup d 'anciens premiers ministres. Oui, ça, c 'est vrai.

L 'expérience, est -ce que c 'est un boulet ou est -ce que c 'est une qualité ? On va venir à ça. Mais j 'aimerais d 'abord vous entendre sur ce que vous avez dit dans le point, sauf erreur, quand vous dites qu 'il faut une union sacrée pour la démocratie. Vous semblez dire qu 'il faudra sortir simplement de candidature de droite, de gauche ou de centre -d 'un. Une union sacrée pour la démocratie. D 'après vous, ça va de qui à qui, contre qui ?

Je pense, dans cette campagne, il faut s 'adresser aux électeurs et aux électrices. Aux partis politiques, ça me paraît difficile. Existe -t -il encore, sauf aux extrêmes ? C 'est quand même là aussi, c 'est désolant qu 'en 10 ans, ce qui faisait malgré tout la stabilité du pays, une droite, une gauche, des alternances, on n 'était pas satisfaits de l 'une, on allait chercher l 'autre, se soit décomposé. Et d 'une certaine façon, ça affaiblit le débat politique. Est -ce qu 'on va faire une alliance avec les partis,

on a vu ce que ça a donné dans l'Assemblée nationale, tel qu'elle a été reconstituée après la dissolution ? Contre qui, alors ? Il faut s'adresser aux électrices et aux électeurs. Il faut leur dire, voilà, il y a une union à faire. Dans un pays aussi divisé, où la discorde a été installée, où il y a une forme de radicalité, de populisme, où on met les uns contre les autres, il faut s'unir. C'est ça, le grand enjeu de l'élection présidentielle, c'est arriverons-nous à nous unir. Une élection à ce niveau-là, c'est fait pour rassembler. Mitterrand, 1988, France Unie. Il avait trouvé ce terme et il était le bond déjà à l'époque. Ce n'était pas le Mitterrand de 1980. Non, c'était la France tranquille. Mais quand vous ajoutez la France tranquille à la France unie, vous pouvez avoir un certain résultat. Donc là, il faut unir et unir par rapport à un objectif. Il ne s'agit pas de s'unir ou de se rassembler pour se rassembler. Et je l'ai dit, l'union, c'est quoi ? C'est pour la jeunesse, grande priorité. C'est pour les investissements et notamment pour la transition écologique.

Vous n'avez pas répondu à François Hollande. Contre qui

? Contre tout ce qui divise. Mais c'est qui ? Ce sont les extrêmes qui divisent. RN et LFI ? Oui, bien sûr, les deux divisent. Et ont besoin d'un de l'autre. S'entraînent, d'ailleurs, dans cet discord. Ils se feront la courte échelle pour vous ? Bien sûr. Le débat que je regardais aussi était évident de ce point de vue-là. Entre l'une qui se taisait et l'autre qui faisait du fracas, vous voyez bien quel était le jeu. Et même, ils se disaient du bien l'un de l'autre. Donc il y a bien un intérêt

objectif. Ce sont des mots très forts, parce que vous voulez, d'une certaine manière, vous les accuser quand vous dites union pour la démocratie, c'est une manière de dire que les autres ne le sont pas vraiment. Est-ce que vous pensez, pardon, que ni le RN, ni le LFI ne sont démocratiques ? Non, ils

participent à la vie démocratique, ils suscitent les voix du peuple et ils ne sont pas dans des processus de révolution ou de rupture. De ce point de vue-là, je ne les mets pas en cause. Ce que je dis, c'est qu'ils contribuent à la division du pays. Et ce dont on a besoin aujourd'hui, c'est de s'unir sur l'essentiel.

Édouard Philippe. S'unir sur l'essentiel, oui, bien sûr. Tu peux être contre. Évidemment, notre pays, il est grand quand il se rassemble. Et le rassemblement, c'est une vertu, c'est un effort aussi, c'est une exigence. Une union

sacrée. Est-ce qu'on a besoin d'une union

sacrée, sont les mots de François Hollande, pour la démocratie ? Monsieur Hollande nous dit, je l'entends, et je partage assez volontiers ce qu'il nous dit aujourd'hui, quand il dit qu'il faut se méfier du RN, autant qu'il faut se méfier de LFI, non pas parce qu'il serait illégitime dans le débat public, mais parce qu'il divise. Mais j'observe, monsieur Hollande, que dans les urnes, dans les investitures, dans la discussion en 2024, dans les élections municipales, cette rupture à laquelle vous nous invitez avec LFI, vous ne l'avez pas pratiquée. Vous avez... C'est un fait, pour des intérêts qui peuvent être locaux ou électoraux, mais il est un fait que cette ligne qu'on ne franchit pas, qui est la condition de l'union, il me semble que vous ne l'avez pas complètement respectée. C'est la première chose. Je me laisse le répondre.

Oui, bien sûr. Je réponds que la dissolution a abouti à ce que, déjà, le risque d'une victoire du RN ait été présente, ce qui a justifié, à un moment, de trouver des investitures communes et a justifié aussi le Fond républicain. Et vous avez aussi appelé votre parti à voter pour des candidats qui pouvaient être du Fond populaire. Jamais pour LFI. Bien sûr. Mais jamais pour LFI. Donc vous avez aussi fait en sorte de faire barrage, et je vous en accuse point de l'avoir fait. Pardon, mais ça vous

dira pour la présidentielle ? Vous soutiendrez François Mélenchon ? C'est pas François Mélenchon, jusqu'à la Nouvelle Orde. Vous lui feriez grand plaisir. Vous suggérerait Jean -Luc Mélenchon ? Ce que je veux dire par là, c'est que... Tout candidat, et je pense que nous serons dans cette configuration, tout candidat qui viendra de la droite ou du centre -droit, et Doi -Fib se situe dans cette famille politique, ou tout candidat qui sera au second tour, venant du centre -gauche, ne pourra pas simplement dire « Votez pour moi pour faire barrage ». Ça ne fonctionnera plus. Il faudra donc appeler la Constitution à ce moment -là, de ce qui ne s'est pas fait ni en 2017 ni en 2022, de ce que j'appelle l'union sacrée des démocrates. Imaginez que des électrices ou des électeurs qui viennent de droite pour voter pour un candidat de gauche, c'est quand même difficile. Et inversement, ça devient compliqué, puisque ça a été pratiqué déjà deux fois depuis 2017. Donc il va falloir bien qu'au lendemain de l'élection présidentielle, on ne peut pas non plus fermer les yeux. Il y aura des élections législatives qui suivront. Il y aura sans doute une dissolution qui sera faite pour avoir une nouvelle assemblée. Est -ce qu'on pense qu'on va trouver facilement une majorité automatique, parce qu'il y aura un candidat qui l'aura emporté contre le Rassemblement national ? Et qu'on aura mécaniquement la possibilité de faire comme avant. On ne fera plus jamais comme avant, en tout cas avant un certain temps. Pour ça, il faut quand même s'y préparer. Préparer comment on fait pour à la fois trouver des convergences quand elles existent, trouver des clivages. Ils sont nécessaires. On voit bien qu'il y a des clivages. Ils sont indispensables dans une démocratie, mais il faut être capable d'avoir cette conception -là de l'intérêt national.

Cette question des barrages est très importante. Dès lors qu'on parle d'union pour la démocratie, c'est plus simplement une histoire de tambour électoral. Dans le cas de figure, par exemple, vous aurez au second tour Edouard Philippe ici présent et Jean -Luc Mélenchon. Pour qui voterez -vous ? Dans

le cas de figure, vous êtes dans le scénario le plus improbable. Je ne dis pas ça pour Edouard Philippe. Mais Jean -Luc Mélenchon, non. Il ne sera pas au second tour. C'est tout d'ailleurs tout l'enjeu de l'élection de faire que la gauche qui a toujours exercé la responsabilité dans le pays soit la plus forte et accède, si elle en est capable, au second tour. Pour qu'elle en soit capable... Vous n'avez pas répondu ? Je réponds ce que je crois être juste. Pour que la gauche de gouvernement soit capable d'être au second tour, il faut qu'elle rassemble déjà au premier tour au -delà de sa

famille politique. Ce ne sont pas simplement des choix de personnalité. Dès lors qu'on invoque la morale, vous dites union pour la démocratie, etc., entre Jean -Luc Mélenchon et Edouard Philippe,

qui choisissez -vous ? Je n'ai pas à choisir, puisque vous me poserez la question le jour où ce second tour se posera.

Pas tout à fait. Que ce soit à l'échelle d'un conseil municipal, d'une assemblée de copropriétés...

On n'est pas candidat

au conseil municipal. J'ai été élu, mais... Au avoir, au avoir. Vous ne choisissez pas.

Vous n'exprimez pas

de préférence politique.

La question est tellement impensable et improbable... Vous êtes sûr que Marine Le Pen sera au second tour ? Vous en doutez, aujourd'hui ? Non. Je ne le souhaite pas, mais elle a déjà été deux fois au second tour.

Allez, je vous pose la même question, à front renversé, si j 'ose dire. Attendez la question, avant de ne pas y répondre, s 'il vous plaît. Entre Marine Le Pen et candidat de gauche, qui choisirez -vous

? J 'ai déjà répondu à cette question. J 'ai pris mon risque politique. Je ne voterai jamais pour un candidat qui s 'affiche sous l 'étiquette LFI. Je ne voterai jamais pour un candidat qui s 'affiche sous l 'étiquette Rassemblement national. Je ne le ferai jamais. Et c 'est mon choix et je l 'assume. Et j 'ai assumé de dire, et ça m 'a été reproché, que de la même façon que pour beaucoup de gens de gauche, voter pour Jacques Chirac en 2002 avait dû être peut -être un effort, pour moi, c 'était quelque chose d 'extrêmement agréable. Moi, je considère qu 'entre un candidat qui s 'inscrit dans le champ républicain, comme je l 'entends, j 'aurais pas d 'hésitation.

Donc, pardon, vous votez blanc ? Pardon ? Vous votez blanc ? Je vous

dis en inverse. Je voterai pour le candidat qui s 'inscrit dans le champ démocratique ailleurs qu 'à LFI ou qu 'au Rassemblement national. C 'est clair.

On s 'est pas compris. Et une fois qu 'on a dit ça... Entre Mélenchon et Marine Le Pen. Entre M. Mélenchon et Marine Le Pen. M. Rojbin. Oui, allez -y. Vous pouvez me muer. Pas les candidats, enfin, le candidat.

Il s 'agit pas... Pardon, M. Rojbin. Il s 'agit pas du tout de vous. Je comprends que vous posiez la question. Ça fait des superbes capsules sur Internet. Ce

sont des questions de fond ? Non.

Je crois pas. Je crois pas pour une raison simple. François Hollande et moi -même, nous avons répondu. En revanche, la question de fond, et qui est à la fois une question de fond et une vraie question politique, c 'est qu 'est -ce qu 'on propose aux Français ? Qu 'est -ce qu 'on organise en matière de rassemblement pour ne pas se retrouver dans cette situation ? C 'est celle -là qu 'il faut répondre. C 'est celle sur laquelle il faut passer du temps.

Tournons -là comme ça. Est -ce qu 'à un moment donné, vous imaginez que l 'un et l 'autre, centre -droite, centre -gauche, je sais pas comment vous définissez leur philipe. Moi, je suis un homme

de droite qui veut rassembler la droite et le centre et qui ne rejette pas sur la gauche, quand elle est républicaine, quand elle est démocrate, quand elle est sociale -démocrate, un regard de haine. Je suis pas d 'accord, mais on peut discuter. On peut se respecter. On a le droit de ne pas être d 'accord et de le dire tranquillement. C 'est ça, la démocratie. Ça me va très bien. Je suis un homme de droite qui veut rassembler la droite et le centre parce que je sais que notre camp ne gagne que quand la droite et le centre sont rassemblés.

Est -ce qu 'à un moment donné, puisque vous parlez de fond, entre le premier et le second tour, vous pouvez vous unir jusqu 'à un certain stade ? Est -ce qu 'il y a une espèce de convergence possible ?

D 'abord, il y a un premier tour. Il est normal que les sensibilités, les personnalités qui ont des projets pour le pays se mettent devant les Français et recueillent leur suffrage. Ça se faisait traditionnellement dans le camp le plus républicain qui soit. Les extrêmes étaient marginalisés jusqu 'en 2012. Sauf l 'exception de 2002 où, par surprise, le candidat Jean -Marie Le Pen était arrivé au second tour et ne voulait pas gagner et n 'a pas gagné. Et où des électeurs de gauche, très nombreux, puisque Jacques Chirac a été élu à plus de 82 %, ont rejeté cette sensibilité et cette haine à l 'égard des autres. Aujourd 'hui, nous ne sommes pas dans la même situation. Il y a une confrontation au premier tour entre la droite et la gauche. J 'espère qu 'elle sera la plus digne

possible, mais ça fait partie du clivage. Il se trouve qu'hélas, la perspective d'avoir l'extrême droite de nouveau au second tour existe. Il ne faut pas se cacher derrière ce qui est l'évidence. Elle est, depuis plusieurs mois, l'extrême droite, avec ses différentes candidatures, on sait qu'il n'y en aura qu'une, dans une position où elle peut arriver au second tour, mais pas pour y figurer, pour gagner.

Ça change tout. Qu'y a-t-il ? Vous citez en exemple l'Italie, en disant notamment qu'en matière de taux, ils avaient fait mieux que la France. Beaucoup avaient dit que ce serait un désastre. On juge ce qu'on veut de sa politique, mais pas un désastre en termes de désordre. Ce serait le chaos en France.

Vous pouvez faire les comparaisons, mais Mme Le Pen s'inscrit dans une démarche beaucoup plus anti-européenne que Mme Mélonie. Mme Mélonie a été finalement une assez bonne élève de la cause européenne. Elle y avait intérêt. Mme Mélonie, sur l'immigration, a accueilli 400 000 nouveaux immigrés depuis qu'elle est Premier ministre. Ces positions pouvaient être fermes, mais elle a été pragmatique parce que l'Italie est un pays vieillissant et n'a plus de main-d'œuvre. Quant à Mme Mélonie, elle est dans un accord avec la droite et le centre-droit. Pour gouverner le pays, on n'en est pas là. Donc aujourd'hui, ce qui compte, de ce point de vue, le sens du débat, c'est pas simplement de regarder des hypothèses, des scénarios, c'est d'essayer de convaincre les Français de ce qu'est l'enjeu. C'est pas simplement d'égarer l'extrême droite. C'est un de mes objectifs. L'enjeu, c'est de savoir si la France peut, au lendemain de 2027, être capable de se redresser, de retrouver une espérance, de redonner un sens à l'action publique. Et on voit bien quels sont les éléments, qu'est-ce que l'on fait, j'y reviens de l'éducation, de la jeunesse, de l'insertion dès lors qu'on est dans cette situation où il y a plus de jeunes sans emploi et sans formation qu'ils ne seraient acceptables. Qu'est-ce qu'on fait pour la transition écologique ? On voit bien que cette question de la canicule, du réchauffement est une question majeure. Qu'est-ce qu'on fait pour l'industrie ? Peut-être un des sujets le moins abordés. La productivité, aujourd'hui en France, la productivité n'a pas augmenté depuis 2017. Comment faire une croissance quand il n'y a plus de productivité ? Comment relever la productivité ? La seule façon, au-delà du volume de travail, de faire en sorte qu'il y ait plus de personnes qui soient au travail, mais ça ne suffit pas. Il faut investir massivement dans les technologies nouvelles, massivement dans l'intelligence artificielle, massivement dans l'électrification, dans la décarbonation. C'est ça aussi l'enjeu de l'élection présidentielle. Comment on fait quand on a une dette, quand c'est aussi difficile, quand on n'a pas de croissance, quand on a des taux d'intérêt ? Comment on fait pour investir ? Comment on va faire pour dégager une épargne qui va pouvoir s'investir ? Comment donner plus de possibilités aux entreprises ? Comment pouvoir lever les fonds ? C'est tout l'enjeu de l'élection présidentielle.

Question à tous deux. Est-ce que vous exagérez le risque de ce que vous appelez les extrêmes ? Tout le monde se souvient, en 1980. Quel âge habillés vous, François Hollande ? 25 ans. Vous preniez le pouvoir, vous, les socialistes, rappelez-vous la droite, disait, ce sera l'apocalypse, les chars russes sur les Champs-Élysées, etc. Et puis, il y a eu une alternance. La France n'est pas écroulée. Il y avait des ministres communistes au gouvernement.

Ne me regardez pas, M. Rochbach, quand vous parlait de ce que disait la droite en 1980, j'avais 10 ans. Je ne disais rien et je regardais. Aujourd'hui, je constate que dans ce que disait la droite sur la gauche, il y a 40 ans, il y a des choses qui n'étaient pas vraies. Et puis, il y a des choses qui ont été vraies. Il y a une facture qu'on paye encore d'un peu plus ? Il y a un certain nombre de décisions qui ont été prises entre 1981 et 1983 que nous continuons à payer aujourd'hui. C'est d'ailleurs un classique, c'est comme ça. 1980-1983, des décisions qui sont prises. Le président de la République de l'époque s'était engagé. Il les a mis en œuvre. Je ne peux pas en vouloir au fonctionnement démocratique. Enfin, il disait lui-même, on l'a vu, le président Mitterrand, que la retraite à 60 ans, c

'était une mesure sur laquelle il s'était engagé, qu'il voulait mettre en oeuvre, qu'elle poserait un problème considérable au suivant. Nous y sommes. Plus exactement, ça fait bien une vingtaine d'années que nous y sommes. Je ne sais pas ce qu'on disait à l'époque, sans doute des choses qui n'étaient pas exactes, mais sans doute des choses qu'il était aussi. Ce qui me paraît clair, M. Rochbach, c'est que nous ne conjurerons pas le risque des extrêmes en nous demandant comment nous allons parler, réagir, nous positionner face aux extrêmes. Nous conjurerons le risque des extrêmes, qui est un risque sérieux, en proposant, et en proposant de la façon la plus crédible possible avec la méthode la plus claire possible, ce que nous voulons faire sur l'école, ce que nous voulons faire sur la compétitivité, la production de richesses de la France, ce que nous voulons faire sur la justice, qui est un des maillons faibles de notre chaîne sécuritaire et de l'ordre que nous voulons dans le pays et qui pose un tas de problèmes aux Français, ce que nous allons faire pour nous adapter aux deux murs ou aux trois murs qui viennent, qui sont le mur de la défense, car nous vivons dans un monde dangereux et nous devons être mieux armés, au mur de la transformation de notre pays entier aux effets du changement climatique, parce qu'il est là, il est même cruellement là. Ça, ça demande des capacités d'investissement indispensables, ça demande de l'innovation, de l'intelligence, de l'expérimentation plus que de la norme. Et ça, c'est ce qui intéresse nos concitoyens, les jeunes. Mes enfants, mes enfants, je peux leur parler de la dette, je peux leur parler de l'école, mais d'abord et avant tout, ils me disent, très bien, mais comment, au Havre, on fait si la mer monte pour conserver la ville que nous aimons, alors qu'elle est au maximum, pour la moitié de la ville, à un mètre d'altitude ? Eh bien, ça, aujourd'hui, je ne vois nulle part, pour l'instant, les grands projets d'infrastructure, les grandes réflexions sur la façon dont nous allons pouvoir imaginer des nouvelles technologies. Au Japon, le risque sismique n'a pas empêché de construire des tours et des villes immenses. En France, le risque de submersion marine qui existe, qui est là, ne doit pas nous empêcher de développer nos villes, mais il doit conduire à nous adapter. Et ça, pour l'instant, le discours, que ce soit de la part des écologistes, qui disent qu'il faut moins construire, bah oui, peut-être, il y a quand même du monde, là. Comment est-ce qu'on fait ? Je trouve que là, il y a une façon de répondre à des aspirations, à des attentes, beaucoup plus importantes que la conjecture sur comment conjurer le risque des extrêmes. Là-dessus, et

sur le regard historique, j'aimerais votre réaction, François Hollande. On entend beaucoup dire en ce moment, on va pas refaire tout le dossier économique, mais effectivement qu'on paye aujourd'hui encore la facture de toutes les générosités excessives que la gauche, que vous avez, pas vous, mais dès 1981 créée.

Enfin, je veux bien aller dans le débat rétrospectif, mais quand François Mitterrand a... et voter la retraite à 60 ans, l'espérance de vie d'un travailleur ne dépassait pas 70. On peut dire que c'était trop de leur donner 10 ans de vie. Mais moi, je revendique ce qu'a fait François Mitterrand à l'époque où il l'a fait. Nous sommes maintenant 45 ans après, l'espérance de vie s'est allongée, les conditions de travail ont changé. Mais allez dire quand même, sont-ils encore vivants ? Non. Allez dire aux parents de ceux qui sont encore là, finalement, la retraite à 60 ans, c'était une illusion, c'était une dépense factice. Non, ça a été de la vie en plus donnée à des millions de Français et de Français. Voilà pour le passé. Quant à ce qu'a fait François Mitterrand en 1983, je reconnais ce qu'il a fait, c'est à-dire permettre à la France, déjà avec une inflation qui était extravagante, plus de 14 % des dévaluations successives de tous les gouvernements, y compris le sien, de permettre à la France de rentrer dans l'Union européenne, de rentrer dans le système monétaire européen, de faire l'euro... Enfin, s'il n'y avait pas l'euro aujourd'hui, s'il n'y avait pas la zone euro, on parlait de taux d'intérêt, on parlait de la dette, mais où en serait la France ? Elle serait obligée de dévaluer sa monnaie compte tenu de l'inflation, compte tenu de la dégradation du solde commercial, compte tenu des taux d'intérêt. Donc c'est grâce à l'euro, grâce à cet engagement-là, et il n'a pas été facile, y compris devant ces électeurs, il a fallu s'y reprendre à plusieurs fois, il y a même eu des traités, le

traité de Maastricht, passé très difficilement. Et donc il a fallu qu'il y ait cet engagement européen qui a été d'ailleurs poursuivi, reconnaissons-le, par tous les autres présidents, y compris par ceux qui étaient les plus réticents hier, Jacques Chirac en particulier, qui ont fait qu'aujourd'hui, et j'y ai participé, nous avons la protection de l'euro. Et d'ailleurs, là aussi, dans l'élection présidentielle, c'est très intéressant, y a ceux qui vous disent qu'ils respecteront pas les traités. D'un côté, les filles qui vous disent qu'elles vont brûler la dette. Très bien, ça vous fera pas beaucoup chauffer l'hiver. Mais... Et d'autres, Mme Le Pen qui dit qu'elles ne verseraient même pas notre contribution à l'Union européenne. Tout cela, finalement, sans le dire, sans l'avouer, veulent sortir de l'Union européenne. Ils ne le disent pas parce qu'aujourd'hui, même les plus antieuropéens sont contents qu'il y ait l'euro, qu'il y ait le grand marché, qu'il y ait une politique industrielle, que pour l'écologie, ça sera quand même mieux de s'y mettre à plusieurs, que nous devons absolument retrouver l'accord avec l'Allemagne. Parce qu'une des désolations que l'on a aujourd'hui avec l'impuissance de l'Europe, c'est que la France et l'Allemagne ne se parlent plus, ne se comprennent plus. Or, il n'y a pas d'Europe qui puisse avancer s'il n'y a pas cet accord fondamental entre la France et l'Allemagne. Quels que soient les dirigeants, c'était pas si simple pour François Mitterrand d'être avec Helmut Schultz. C'était pas forcément facile pour Nicolas Sarkozy avec Mme Merkel. C'est jamais facile avec Mme Merkel. Mais en même temps, s'il n'y avait pas eu Mme Merkel, si on n'avait pas réussi ensemble à sauver la Grèce et aussi à trouver une solution pour la zone euro, où serait-on aujourd'hui ? Donc voilà l'enjeu, et c'est pour ça que je trouve que votre comparaison avec François Mitterrand est utile, l'enjeu, c'est aussi de continuer la marche en avant de l'Europe et d'aller même encore plus loin, y compris sur la défense. Parce que ça va être une grande question, comment on va aujourd'hui se protéger entre les agressions russes, entre un président américain qui préfère la Corée du Nord à la Corée du Sud, qui met le Canada, comme l'Europe, sous pression commerciale, qui fait une guerre en Iran sans savoir comment on l'a terminé ? Oui, il faut que l'Europe existe. Et bien là aussi, le vote de 2027, c'est un vote pour l'Europe. Ce qui sortira de cette élection -là, quel que soit le candidat, s'il est de l'arc républicain, ça sera pour continuer l'action européenne et pour nous protéger.

J'aimerais vous entendre sur la suite de vos campagnes respectives. Souvent, les rivaux, les amis, sont évidemment plus compliqués que les adversaires. C'est une réglementation politique. Gabriel Attal était pas mal dans le débat du MEDEF.

Oui, absolument. Très applaudi. Il a été bien. J'ai trouvé que Bruno Rotaio disait des choses qui étaient bien aussi. Je vais vous dire, à chaque fois qu'on viendra m'expliquer qu'il faudrait que je dise quelque chose qui montre que je suis en attaque ou en défense par rapport à des gens qui s'inscrivent dans l'espace politique que je veux rassembler, je passerai mon chemin. Mon objectif, c'est de dire ce que je pense. Et je constate que, d'ailleurs sans surprise, que dans ce champ de la droite et du centre, il y a évidemment des convergences entre les candidats. Moi, ce qui m'intéresse, c'est de construire de l'union. C'est de construire de la capacité à se rassembler, pas d'appuyer sur ce qui nous

divise ou en tout cas sur ce qui nous distingue. Est-ce qu'à un moment donné, avec Gabriel Attal, vous pouvez faire un ticket ? C'est pas la tradition de la Ve République. Mme Le Pen et M. Bardella le font à leur façon, mais c'est un autre cas de figure. Ils sont dans la même partie. Mais est-ce qu'avec Gabriel Attal, vous pouvez vraiment faire plus qu'un ralliement, une forme de ticket, d'union, de campagne, ensemble, absolument ?

M. Rocheba, vous connaissez cette phrase célèbre. Nous la connaissons tous dans les Victoires d'Alexandre. Il y a toujours les enseignements parisiens. Très bien. Le fond, le fond, le fond. Le programme, les idées, les valeurs. Plus nous montrerons que à droite et au centre, peut-être un peu

au -delà, mais à droite et au centre, nous avons au fond des analyses communes, des priorités qui se rejoignent, la capacité ou la volonté de mettre en œuvre des instruments sur lesquels, au fond, nous pouvons nous entendre. À chaque fois que nous montrerons cela, nous serons capables de construire la suite, pas simplement la suite d'un des candidats, la capacité à construire le rassemblement qui nous permettra, après la présidentielle, de déterminer la majorité qui conduira le gouvernement. Donc, moi, mon objectif, c'est, avec tous les talents, et ils sont très nombreux, et merci de souligner, à droite et au centre, de créer ce mouvement indispensable, parce qu'on ne gagne jamais seul, de créer ce mouvement indispensable qui nous permettra de mettre en œuvre ce que nous proposons pour la France. Voilà. C'est ça, mon objectif.

Le soupçon de l'essoufflement. Vous faites la course en tête dans le sondage, parmi vos rivaux, donc ça fait que... Celle qui fait la course en tête, M.

Rangebin, c'est Mme Le Pen. Oui, oui, c'est Mme Le Pen. Mme Le Pen qui fait la course en tête, qui est très élevée, dont tout le monde dit qu'elle est susceptible d'être au deuxième tour, quoiqu'il arrive. C'est elle qui fait la course en tête.

François Hollande, un peu les mêmes questions, mais pour vous, ça prend un tout autre... Vous avez un peu savonné la primaire socialiste, j'ai entendu.

Non, je... Vous ne l'avez pas fait exprès. Je ne savonne aucune planche, aucune... Je essaye de faire comprendre à ma famille politique, et au -delà, parce que j'ai dit que ça devrait se faire au -delà, qu'il faut trouver toutes les formules de rassemblement. Mais vous n'en êtes pas. Pour avoir connu la primaire, je ne sais pas si la droite va s'y relancer, je ne lui conseillerai pas. La primaire est plutôt une procédure qui divise plutôt qu'elle ne rassemble. Et où la discorde, elle est à l'intérieur même d'une famille politique, alors que tout doit être fait pour le rassemblement. Donc le Parti socialiste a choisi de faire une primaire, je respecte cette procédure, je respecte les personnes qui vont s'y engager, mais il y aura de toute façon un moment de vérité, un moment de vérité pour la droite comme pour la gauche républicaine. Ça sera le mois de décembre ou le mois de janvier, où les protagonistes vont forcément se retrouver dans le meilleur des esprits, si j'ai bien compris, à droite. Je n'ai pas de doute là-dessus. Et à gauche, il y aura la même chose, le principe de responsabilité, parce que c'est pas un jeu, la politique. C'est pas simplement une figuration, c'est pas simplement une compétition. Je disais dans l'interview au Point, aujourd'hui, qu'est-ce qu'on a comme candidat ? On a des candidats qui sont leçons pour la quatrième fois, qui disent, non, c'est notre tour, on y a déjà été trois fois, on a pris notre ticket, à un moment, il faut quand même qu'on rentre dans la pièce. Et puis d'autres qui disent, bon, bah nous, on a été premier ministre, mais on est responsable de rien. Bon, peut-être, oui, c'est possible. Et puis enfin, on a ceux qui disent, on est nouveau, et bête qu'on est nouveau, on est bon à prendre. Bah non, ça suffit pas. Ce qu'il faut, c'est quand même arriver à porter les uns les autres. Il y en a même qui disent qu'ils sont candidats. Et oui, d'autres qui ne sont pas. Et d'autres qui osent pas le dire. Parce que c'est pas le moment. Et donc, au mois de décembre, au mois de décembre, il y aura cet exercice de vérité où, à droite, on dira, mais quel est celui qui n'empêchera pas les autres, d'ailleurs, quel est celui ou celle qui peut parvenir au second tour, et pareil, à gauche. Donc, j'espère que ce principe de responsabilité l'emportera, parce que si l'on veut qu'une force républicaine l'emporte, c'est la condition.

Qui n'ose pas le dire ?

Je

ne crois pas que vous soyez candidat, M. Rochebin. J'ai dit que je l'étais. Je pense que c'est le troisième qui est en cause.

Qu'est-ce qui vous déterminera, François Hollande ? Qu'est-ce qui vous déterminera ?

Je suis pas dans la même position que Edouard Philippe, comme il l'a dit. Il a été Premier ministre, je ne l'ai jamais été. Donc, je ne revendique pas le poste. Bon, il n'a jamais été président pour le moment. Donc, il est candidat, et depuis longtemps, et c'est tout à fait légitime. Moi, je suis dans une autre position. J'ai déjà été président de la République. J'ai déjà, d'une certaine façon, accompli mon destin. J'ai déjà fait ce que j'avais à faire pour le pays, mais il ne s'agit pas de recommencer, même en mieux ce que j'ai réalisé. Est-ce que je peux être utile, à un moment donné, compte tenu de la situation, de la gravité de la situation ? Je pense qu'elle a été suffisamment exposée ici, aussi bien au plan intérieur qu'au plan européen qu'au plan mondial. Est-ce que la France a besoin, à un moment, d'une solution ? J'attendrai le mois de décembre pour vous donner la réponse.

Est-ce que vous avez la grinta, comme disent les Italiens ? Vous sortez un livre, je lisais votre interview dans le Point 1, la une, l'embusqué, pas très...

Non, parce qu'on n'est pas à la chasse. Donc on n'est pas dans une position où on empêcherait les autres. On est une position pour donner à son pays une chance de plus de réussir. C'est ça l'enjeu. Moi je vais pas reprendre des formules célèbres, mais à partir d'un certain âge, on n'a pas besoin d'avoir la démonstration qu'on peut accomplir son destin. On est en réponse à ce qu'un pays peut attendre d'un ancien président de la République en

particulier. Un mot de chacun sur l'expérience. Vous savez à quel point pour l'un et l'autre, ça peut être un avantage ou un boulet. Je voyais les réactions quand on a annoncé ce débat. Il y a ceux qui vous aiment bien, l'un et l'autre, l'un et l'autre. Et puis il y a ceux qui disent, ça c'est les hasbines. Ils ont déjà été là. Ils ont gagné, raté, réussi certaines choses. Qu'est-ce qui fait que vous avez toujours la même passion ? Et surtout, qu'est-ce qui fait qu'on peut revenir à vous ? Est-ce que vous croyez que 2027 sur le fond, peut être le moment où on a de nouveau envie de l'expérience ? Vous avez mené tous les deux. Et là, petite minute de modestie chez les journalistes, c'est très rare. J'avoue, parfois, nous c'est facile. On est dans le rôle de la critique. Vous avez affronté des crises très graves, Covid, le Bataclan, etc. C'est quelque chose. Mais qu'est-ce qui fait qu'aujourd'hui, le lecteur peut dire on a besoin de nouveau de gens comme ça ? L'expérience

ne justifie ni ne suffit jamais. Elle peut être utile. Moi, j'ai... Ça fait 16 ans que je suis maire de ma ville. J'ai beaucoup appris. Et parfois, je me suis trompé dans les choix que je faisais, dans les mots que j'utilisais. Parfois, j'ai hésité alors que je n'aurais pas dû. Et parfois, je n'ai pas hésité alors que j'aurais dû. Bon, ça, c'est la vie. Cette expérience là, cette expérience du commandement aussi. Parce que quand vous êtes maire de ma ville, vous commandez, vous décidez, vous tranchez. Cette expérience là, elle n'est jamais inutile. Elle ne justifie rien dans une candidature. Mais je pense qu'elle n'est jamais inutile. J'ai la chance dans ma vie d'avoir exercé des activités dans le monde privé, dans la fonction publique, d'avoir été parlementaire, d'être maire depuis 16 ans d'une ville industrielle et portuaire que j'aime, parce que c'est ma ville, et d'avoir été pendant trois ans, un peu plus de trois ans, Premier ministre. J'ai beaucoup appris, mais je ne prétends pas tout savoir. Et je ne prétends certainement pas avoir tout bien fait. La question, ça n'est pas le CV. La question, c'est la personnalité, le caractère, comme disait le général, le caractère et ce que l'on propose aux Français. Et l'expérience, me semble-t-il, ne nuit pas, surtout quand elle est conjuguée avec une certaine forme d'humilité qui vous permet de reconnaître que vous n'avez pas tout bien fait.

Qu'est-ce que c'est que l'expérience ? J'ai été maire, j'ai été présidenté à conseil départemental, j'ai été dirigeant d'un parti. L'expérience est surtout celle de l'État. Être président de la République, nous devons, pour ceux qui sont candidats, s'y préparer, forcément s'y préparer. Mais c'est une épreuve. C'est forcément une épreuve. Accéder à cette responsabilité -là, on peut s'y être déjà

préparé comme premier ministre ou comme ministre, mais rien ne peut remplacer le fait d'avoir déjà connu cette fonction -là. Est-ce qu'elle donne des droits ? Non. Aucun d'ailleurs ancien président n'a réussi à se faire réélire président de la République après avoir quitté le pouvoir. Pourquoi je me suis posé cette question ? Parce qu'il ne s'agit jamais de refaire même en mieux ce qui a été réalisé. On attend d'un homme, d'une femme d'expérience, premier ministre ou président de la République, ce n'est pas de répéter, ce n'est pas d'avoir appris, ce n'est pas de corriger ses erreurs, c'est d'inventer un projet, une politique par rapport à un monde qui a déjà changé. Je le dis souvent, le monde que j'ai connu en 2012 -2017, qui était déjà âpre, dur, cruel, vous avez rappelé les actes terroristes, il n'y a que peu à voir avec le monde d'aujourd'hui. Le monde d'aujourd'hui qui connaît la guerre, qui connaît cette crise climatique, qui connaît un président des États-Unis, qui est quand même, déstabilise l'ordre mondial. L'expérience, elle ne donne aucun droit, elle oblige, elle est un devoir de comprendre et de transmettre ce que l'on peut avoir appris comme président de la République pour ce qui me concerne. Et donc, l'expérience peut être un fardeau, on se disant, mais que ne l'ont-ils fait ? C'est toujours la question que l'on peut poser à un ancien président. Pourquoi tout ce que vous avez dit, tout ce que vous avez proposé, vous ne l'avez pas fait ? C'est vrai qu'il y a une rapidité, une fois qu'on a quitté le pouvoir, à devenir d'un seul coup lucide. Et se dire que finalement c'est facile, mais non, c'est pas facile. Je peux vous le dire, c'est pas facile. C'est pas facile au-delà de la réalité que l'on affronte, c'est jamais facile. Et il faudra sans doute changer d'ailleurs le mode de présidence. La présidence hyper concentrée, la présidence qui revendique tout le pouvoir, c'est terminé. Nous avons besoin d'une présidence haute, d'une présidence élevée, qui regarde loin, qui emmène le pays et qui laisse gouverner avec, bien sûr, les orientations que le président a définies, le Premier ministre avec une majorité ou avec un parlement. La présidence d'aujourd'hui, elle est très différente de celle que j'ai pu exercer ou que mes prédécesseurs et surtout mon successeur a pu pratiquer. C'est une autre présidence qu'il va falloir inventer, une présidence qui rassemble, qui réunit et qui ne divise pas, qui ne fracture pas. Et donc c'est ça l'expérience, avoir compris peut-être ce que nous n'avons pas bien réussi, mais surtout comprendre ce qui nous attend aujourd'hui et c'est la raison de mon engagement.

Merci François Hollande, merci Edouard Philippe, monsieur le président, monsieur le Premier ministre.